

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Fermeture des frontières Bénin-Niger

Plusieurs produits commerciaux déversés sur les marchés béninois

Trois mois de blocage des frontières entre le Bénin et le Niger, les effets des sanctions de la Cedeao sont toujours visibles à Malanville, ... • (Page 11)

Conseil communal de COBLY

Les conseillers communaux valident les points inscrits à l'ordre du jour

La quatrième session ordinaire du Conseil Communal de Coblly s'est tenue du 11 au 13 octobre 2023 à la salle de ... • (Page 11)



"Journée port ouvert"

Les prouesses et grands chantiers du PAC exposés



Promotion du secteur privé communautaire

• (Page 11)

Le Forum des hommes d'affaires de l'Uemoa à Dakar, du 16 au 18 novembre

• (Page 11)

• (Page 03)

Perspectives économiques

6,3% de croissance au Bénin en 2024, selon le FMI

Les perspectives économiques révisées d'octobre 2023 du Fonds Monétaire International (FMI) prévoient pour la croissance du Produit intérieur brut (PIB) ... • (Page 02)

Traité d'interdiction complète

La Russie révoque sa ratification

Après la suspension par la Fédération de Russie de sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III, le 23 ... • (Page 04)

Sécurité des Systèmes d'Information

Formation des acteurs et entreprises sur l'audit informatique

L'Open Web Application Security Project® (OWASP)-Cotonou a organisé en partenariat avec l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique (ASIN), une ... • (Page 02)

Quatrième édition du Cross

L'Office Béninois des Sports Scolaires et Universitaires promeut les talents cachés

La ville de Djougou a abrité ce samedi 21 Octobre 2023, la quatrième édition du CROSS de la Rentrée. C'est une ... • (Page 11)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (1Xof)	581.80	655.95	771.39	1.41	94.28	36.66	5.97	91.32	158.43	7.68

Perspectives économiques en Afrique

6,3% de croissance au Bénin en 2024, selon le FMI

Les perspectives économiques révisées d'octobre 2023 du Fonds Monétaire International (FMI) prévoient pour la croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel du Bénin un taux de 6,3% en 2024.

• Abdul Wahab ADO

Le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel du Bénin sera de 6,3% en 2024 contre 5,5% en 2023, a indiqué le FMI. Selon l'institution basée à Washington, « l'année 2023 aura été difficile, mais l'activité économique de la région devrait rebondir l'année prochaine ... Deux mille vingt-trois est une nouvelle année difficile. Le choc inflationniste entraîné par la guerre menée par la Russie à l'Ukraine a causé une hausse des taux d'intérêt dans le monde entier, dont les effets se sont faits nettement sentir cette année ». Le FMI note que « l'Afrique subsaharienne subit le ralentissement de la demande internationale, la hausse des taux d'intérêt au niveau mondial, le creusement des écarts de rendements observés sur les obligations souveraines et des pressions constantes sur les taux de change ; (...) ces facteurs ont concouru à une grave pénurie de financements, un choc de plus pour une région qui se re-



met à peine de la pandémie de COVID-19. Il en résulte que la croissance en 2023 devrait chuter pour la deuxième année consécutive, en s'établissant à 3,3 %, contre 4,0 % l'an passé ».

4 % en 2024 pour

l'Afrique subsaharienne

Malgré les chocs, la croissance en Afrique subsaharienne devrait se rétablir à 4,0 % en 2024. Les estimations de nos modèles laissent penser que le redressement économique de la région pourrait bien avoir déjà commencé. Pour le moment, les données de PIB de la plupart des pays ne sont disponibles que

pour le premier trimestre 2023. Les Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2023 précise que les taux de croissance des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), et les données sur les réserves figurent dans l'agrégat UEMOA. Ainsi, le FMI prévoit pour le Burkina Faso un taux de 6,4% en 2024 contre 4,4% ; Côte d'Ivoire 6,6% contre 6,2 % en 2023; la Guinée-Bissau 5,0% contre 4,5% ; le Mali 4,8% contre 4,5% ; le Niger 11,1% contre 4,1% ; le Sénégal 8,8% contre 4,1% et le Togo 5,3% contre 5,4%.

Sécurité des Systèmes d'Information

Formation des acteurs et entreprises sur l'audit informatique

L'Open Web Application Security Project® (OWASP)-Cotonou a organisé en partenariat avec l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique (ASIN), une formation spéciale destinée aux acteurs et entreprises sur « le métier de l'auditeur informatique: Défis et Opportunités ». C'était le jeudi 19 Octobre 2023 à Cotonou au siège de l'Autorité de protection des données personnelles (APDP).



• Abdul Wahab ADO

Rendre les participants aptes à se défendre contre les attaques d'en-tête d'hôte http. C'est l'objectif de la formation tenue sur le thème « le métier de l'auditeur informatique : Défis et Opportunités ». A cette occasion, Awali Boubacar, Coordonnateur de l'administration et représentant le président de l'Autorité de protection des données personnelles (APDP) a remer-

cié les participants qui se sont rendus disponibles pour suivre la formation.

Charli Agossou, représentant de l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique (ASIN) a également remercié les différents participants et organisateurs de la formation.

Pour cette formation, c'est Evariste Arsène Abidoun SONGBE, Docteur en finance, Spécialiste en micro-finance et en audit qui a outillé les participants. Dans

sa communication, il a développé le thème " Importance de l'audit dans la vie d'une organisation internationale: leçons apprises ". Dans sa communication, il a défini la mission de vérification. L'auditeur formule des recommandations. L'inspection est différente de l'audit, selon le communicateur en précisant qu'il y a l'Audit interne et externe. En matière de protection des données personnelles, l'audit a sept caractéristiques. Il s'agit de : Professionnel indépendant ; Mission d'opinion ; Démarches normées, Démarche objective, contrôle par sondage, anomalies significatives. L'auditeur a l'obligation de moyens et non de résultats. Il a présenté aux participants, la démarche générale de l'audit financier. Il n'y a pas d'audit sans évaluation des risques, selon le communicateur.

AUX DECIDEURS...

Salaires de misère

La grille salariale des fonctionnaires béninois est peu connue de tous. A la faveur des mesures d'augmentation des salaires, l'échelonnement des sursalaires a permis de supputer que les salaires des cadres qui assument des fonctions techniques et administratives perçoivent des revenus compris entre des montants au-dessus du Smig et 700.000F CFA. Soit rappelé au passage que le sursalaire est une somme d'argent payée par une entreprise à son salarié en plus du salaire indiqué sur le contrat de travail. Il peut s'agir d'une prime exceptionnelle ou du paiement d'heures supplémentaires. Certains corps de métiers notamment les universitaires ont un traitement différent qui les met plus ou moins à l'abri du besoin et de la précarité. Les cadres des administrations, titulaires de diplômes supérieurs gagnent donc des salaires de misères s'ils n'occupent pas des postes politiques dont le traitement est couvert par la loi de l'omerta. Dans tous les cas, les hauts fonctionnaires de la République, et les agents assumant des responsabilités politiques sont les seuls qui gagnent aisément leur vie. On peut comprendre les motivations des jeunes qui ne sont plus enclins à se faire recruter douaniers ou policiers. Beaucoup envisagent de faire l'expérience politique pour gagner facilement leur vie. Beaucoup aussi mettent fin à leur cursus de formation prétextant qu'il ne sert à rien d'investir dans les hautes études et de se faire recruter pour gagner un salaire qu'un commerçant du marché Dantokpa empocherait après la vente d'un article de valeur.

Le cadre doit attendre la fin d'un mois pour percevoir son salaire. Il doit le répartir entre les charges incompressibles qui assurent sa souveraineté. Il doit être capable avec un revenu mensuel compris entre 100.000F et 700.000F CFA d'assurer ses charges familiales les plus indispensables. Il doit y prévoir l'assistance à des amis et des membres de sa famille élargie, tant l'être humain est un animal sociable.

On comprend pourquoi, les fonctionnaires béninois s'abstiennent de se faire plaisir en dehors de leur cadre de vie. Très peu sont capables de s'offrir du tourisme de vision avec un budget conséquent. Combien sont-ils à s'offrir des vacances avec leurs familles dans des lieux de tourisme ? Combien sont-ils à connaître les parcs nationaux de la Pendjari et du W du Niger ?

Combien sont-ils avec leurs salaires, capables de se rendre à Las Vegas, au palace, d'aller à Dubaï lorsqu'ils n'ont pu quitter les labyrinthes de Cotonou pour se rendre à Tanguéta pour contempler les chutes et les animaux sauvages de la biosphère de Pendjari ? Et pourtant beaucoup d'expatriés, surtout jeunes épargnent leurs revenus pour découvrir les richesses touristiques du Bénin. Ils paient leurs transports, ils prévoient les charges liées à leur hébergement, la restauration, la communication, l'achat de gadgets souvenirs. Et pourtant les Béninois qui ont le privilège d'habiter un territoire qui héberge une réserve de faune s'abstiennent de se livrer à ce genre de plaisir qui refait le moral quand on en a l'occasion.

L'Etat doit penser à mettre tous ses agents à des salaires qui leur permettent de vivre décemment. Pour y parvenir, il faut un gros travail de citoyenneté. Il faut créer les conditions propices à la croissance économique qui impacte les citoyens. Lorsque ces conditions seront créées, la rétribution de la richesse devrait suivre pour que ce ne soit plus seulement les citoyens qui assument des fonctions politiques ou ceux évoluant dans certains secteurs comme les universitaires qui soient les seuls à profiter des ressources du pays. Les réformes devront aller dans ce sens aussi. Ce ne serait que justice.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

CEMAC : Des perspectives d'amélioration de l'économie au 4e trimestre 2023

Selon la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), au cours du quatrième trimestre 2023, l'on va assister à la poursuite de la relance de l'activité économique au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), constituée du Cameroun, de la Centrafrique, du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale et du.....

« Journée port ouvert »

Les prouesses, la transformation numérique et de grands chantiers exposés

(90% des échanges extérieur en 2018, 80 à 85 % des recettes douanières)

Le vendredi 20 octobre 2023 s'est tenue à Cotonou, la cérémonie officielle d'ouverture des « Journées Port Ouvert », initiées par le Port Autonome de Cotonou appuyé par le Ministère du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement durable. C'était en présence des responsables à divers niveaux du Port, du préfet du Littoral, du Conseiller spécial du Chef de l'Etat Johannes Dagnon et du Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement durable, José Didier Tonato.

• Bidossessi WANOU

Le port de Cotonou, d'hier à aujourd'hui, c'est la thématique au cœur des Journées port ouvert tenues du 20 au 22 octobre à Cotonou. Au menu, expos, networking, forum des métiers, balades en mer, visites du port de Cotonou, animation de divers panels, concert et une soirée de gala. Dans son mot de bienvenue au lancement de ces journées, Bart Jozef Van Enoo, Directeur Général du PAC est revenu sur l'objectif de ces journées. « Les journées port ouvert, c'est l'occasion de découvrir le port de Cotonou, ses activités, ses infrastructures, ses progrès et transformations, de rencontrer les acteurs clés de la communauté portuaire à travers des expositions, des panels et discussions, des visites guidées, également à travers des forums des métiers... ». C'est en effet une occasion rêvée pour faire découvrir et redécouvrir la plateforme portuaire.

Et cela vaut vraiment la peine car, depuis quelques années, de nombreux travaux sont ouverts au port de Cotonou, ce qui permet déjà de transformer diversement cette mégapole économique du Bénin. Directeur commercial et marketing du Port Autonome de Cotonou, Kristof Van Den Branden a mis en lumière quelques projets en cours et qui transforment le port de Cotonou. Il y a insisté notamment sur des projets de digitalisation et dématérialisation pour libérer le flux. « Digitaliser, va permettre de rendre les opérations plus transparentes, plus rapides ». Entre autres projets phares pour la digitalisation du Port, le DCM a évoqué le Bénin E-port avec la dématérialisation des services du port: Dans cette listes, figurent le E-Banking, le Guichet unique, la digitalisation et la planification des navires, la facturation et le paiement électronique, la gestion électronique des documents et le système d'information portuaire intégré.



Le Directeur commercial et marketing a souligné également une série de partenariats pour permettre un meilleur développement des activités au PAC. L'un des chantiers les plus importants dans ce partenariat, les infrastructures, le positionnement commercial, les piliers logistiques et enfin, le volet formation. A son tour, José Didier Tonato,

Ministre du Cadre de Vie et des Transports, chargé du Développement durable a rappelé la place du Port autonome de Cotonou pour l'économie béninoise. Entre autres performances, on peut noter qu'il a participé à 90% des échanges avec l'extérieur en 2018, contribuant à la mobilisation des recettes douanières à hauteur de 80 à 85 % et

aux recettes fiscales entre 45 et 50%. C'est un important pilier. C'est d'ailleurs cela qui justifie l'attention soutenue du gouvernement à son fonctionnement afin de s'assurer au quotidien de ses capacités à continuer à porter l'économie. Cette cérémonie officielle est suivie de trois panels animés par différents acteurs et qui ont permis d'aborder

successivement, La performance des ports en Afrique de l'ouest, laquelle performance est portée par plusieurs facteurs, le PAC ; la transformation numérique pour un port performant, où le Bénin fait d'importants efforts avec la digitalisation progressive et accrue des procédures puis l'égalité genre où, le Port de Cotonou compte également au nombre des entreprises publiques qui s'illustrent également bien à ce chapitre. Dans les stands visités après le lancement officiel des JPO, plusieurs structures présentes ont également permis aux participants d'apprendre davantage sur l'écosystème portuaire, les acteurs qui l'animent et en quoi chacun d'eux constitue, un maillon essentiel de cette chaîne. La soirée de Gala et le concert ont été les autres moments festifs et de relaxation de ces journées qui ont permis à des milliers de jeunes d'aller à la découverte de la plateforme portuaire et ses acteurs à travers des moments de ballades en mer et dans l'enceinte portuaire de Cotonou.



Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 hbts/Km ²	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 ‰	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)

Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insa), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

La Russie révoque sa ratification

Après la suspension par la Fédération de Russie de sa participation dans le traité sur la réduction des armements stratégiques offensifs Start-II/SNV-III, le 23 février 2023, qui n'a été qu'une suite logique et parfaitement prévisible en vue du nouveau caractère des relations russo-occidentales instaurées depuis le début de l'année 2022 : face à la menace déclarée et partiellement mise en œuvre par l'Occident collectif américano-centrique vis-à-vis de la Russie, cette dernière a procédé à la suppression légale des restrictions au développement de son armement stratégique aujourd'hui, c'est un nouveau pas significatif qui a été entrepris par Moscou dans le cadre du renforcement de sa sécurité nationale.

À la suite du vote à la majorité absolue de la Douma d'État (chambre basse de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie) en faveur de la révocation de la ratification russe du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), le 18 octobre, nul doute dans l'approbation de l'initiative par le Conseil de la Fédération (chambre haute) qui aura lieu ce 25 octobre et de la signature qui suivra par le président Vladimir Poutine et fera entrer en vigueur ladite révocation de la ratification.

Précédemment, le président de la Douma Viatcheslav Volodine a déclaré que le projet de loi avait été signé par 438 sur les 450 députés, en soulignant que la consolidation d'une telle ampleur est assez rare et n'est qu'une réponse à l'attitude grossière des États-Unis à l'égard de leurs responsabilités dans le maintien de la sécurité mondiale.

La Fédération de Russie, de même que les États-Unis d'Amérique, a signé le Traité, le 24 septembre 1996, en comptant, comme le reste de l'humanité, que le TICE deviendrait un instrument juridique international interdisant tout type d'essais nucléaires et mettrait fin, à tout jamais, au danger de l'apocalypse nucléaire qui a plané sur le monde durant la guerre froide.

Toutefois, un accord éta-

gique international n'est considéré comme valide et entre en vigueur qu'à la ratification par les pays-signataires, sans quoi il n'a pas plus de valeur juridique qu'une simple « lettre d'intentions » qui n'en a aucune. Moscou ratifie son engagement, le 30 juin 2000 ; Washington ne l'a jamais fait. Ainsi, la politique classique des doubles standards des États-Unis et l'irresponsabilité chronique face aux questions de la sécurité internationale a détruit le sens même de l'existence du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Vingt-sept ans passés, il n'est toujours pas entré en vigueur et avec les représailles en forme du retrait actuel de la ratification par la Russie, première puissance nucléaire - le Traité peut être considéré comme mort et enterré.

Une telle attitude arrogante de l'Etat américain est fondée, avant tout, sur une croyance d'être une nation supérieure élue par Dieu pour gouverner le monde à tout jamais - les lois sont écrites pour les nations inférieures. Croyance, qui est aussi profonde que l'ignorance non seulement de l'histoire peu enviable de tous les empires du passé, mais également de sa propre histoire. L'ignorance qui lui fait oublier l'humilité pouvant rappeler la réalité historique : les seules capacités et aptitudes possédées par les États-Unis d'Amérique ont été, cela fait seulement 200 ans, de faire pousser le coton par des



● Oleg Nesterenko, Président du CCIE (www.c-cie.eu)
 ● (Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

esclaves et de perpétrer les massacres à grande échelle des populations indigènes du continent, afin de voler leurs terres et ressources.

Malgré la propagande menée par le pouvoir « atlantiste » via les médias mainstream occidentaux accusant la Russie de casser l'architecture de la sécurité nucléaire mondiale, la réalité est bien différente de leur narratif : l'initiative russe n'est qu'une réponse mesurée et logique à la stratégie belliqueuse américaine de longue date concernant les armements nucléaires.

La non-ratification du TICE par les États-Unis, signé en 1996, n'est nullement la seule initiative américaine,

afin de maintenir le monde dans la tension du danger permanent d'une guerre nucléaire. Washington est déjà l'auteur du retrait, en juin 2002, du traité ABM sur la limitation des systèmes de défense contre les missiles balistiques ; du retrait, en mai 2018, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ; du retrait, en août 2019, du traité INF sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire, ainsi que du retrait, en mai 2020, du traité « Ciel ouvert » sur la vérification des mouvements militaires et de la limitation des armements.

Ce n'est pas depuis le début de la guerre en Ukraine, mais depuis plus de 20 ans que les États-Unis d'Amérique

mènent une politique de désengagement vis-à-vis des obligations internationales prises auparavant : le retrait unilatéral de l'intégralité des accords internationaux clés sur le contrôle des armements nucléaires, hormis celui sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé en 1968, et celui de Start-II.

En constatant cela, la Fédération de Russie est en train de prendre des mesures vis-à-vis de sa force de dissuasion nucléaire qui est considérée, à juste titre, comme un élément suffisant pour assurer la mission qui est la sienne : dissuader les adversaires d'engager leurs forces armées dans une confrontation directe avec la Russie, ce qui, selon la doctrine militaire russe en vigueur, mènerait directement à des frappes nucléaires de représailles des cibles stratégiques ennemis.

Parmi les pays disposant d'armes nucléaires, les États-Unis d'Amérique sont en tête de ceux qui n'ont jamais ratifié leur engagement auprès du TICE. Plusieurs autres pays disposant de l'arme nucléaire n'ont pas ratifié le Traité, voir ne l'ont jamais signé : l'Israël, la Corée du Nord, la Chine, le Pakistan et l'Inde. Mais c'est bien aux États-Unis que s'adresse le message de la nouvelle disposition de la Russie vis-à-vis des essais nucléaires. Les États-Unis, de plus en plus agressifs sur la scène

internationale en vue de l'effondrement imminent de leur domination politico-militaire mondiale qui est dû à l'anéantissement progressif inéluctable engagé de la domination monétaire américaine et du système des pétrodollars instauré en 1979.

Dans le cadre de la lutte des États-Unis pour sa survie en tant que puissance dominante, l'intensification de leurs hostilités vis-à-vis du reste du monde et la création de nouveaux foyers de conflits armés ne vont que s'intensifier au degré proportionnel de la diminution de leur suprématie.

Ainsi, les déclarations de Moscou stipulant que les nouveaux essais d'armes nucléaires n'auront lieu du côté des Russes qu'à l'accroissement des hostilités occidentales envers la Russie, dont les éventuels essais nucléaires par les Américains, ne peuvent être considérées autrement que par la mise en demeure avant le début des essais des nouvelles armes nucléaires révolutionnaires en possession des forces armées de la Fédération de Russie.

Un nouvel équilibre géostratégique, dorénavant inévitable, est en train d'être instauré. L'équilibre qui ne sera plus basé sur les accords, les traités et les partenariats entre la Russie et l'Occident collectif, mais sur la parité militaire rajustée en flux tendu entre les parties.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52,4 points	Banque mondiale 2019

Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum
----------------------	---------	------------------

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022
Prospérité	3ème	25ème (plan Africain)	Institut Legatum

CLASSEMENT SMIG

CEMAC / UEMOA 2023

TS
Touss magazine

SMIG
en F CFA

1	 GABON	150 000
2	 GUINÉE ÉQUATORIALE	128 000
3	 RÉPUBLIQUE DU CONGO	90 000
4	 CÔTE D'IVOIRE	75 000
5	 SÉNÉGAL	64 223
6	 CAMEROUN	60 000
7	 TCHAD	60 000
8	 TOGO	52 500
9	 BENIN	52 000
10	 BURKINA FASO	45 000
11	 MALI	40 000
12	 RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	36 000
13	 NIGER	30 047

*SMIG : salaire minimum interprofessionnel garantie



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse : Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Sikèco-dji non loin de l'Etoile rouge. Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet. Appeler le **69190880 / 60917800 / 97148543.**

Fabio Ferrari, CEO d'aDryada

« Des projets de reforestation au financement comparable à celui des autoroutes à péage »

Dryada est une nouvelle structure qui a pour mission d'aider les territoires, les fonds et les entreprises à assurer une pérennité à long terme en veillant à la préservation de la biodiversité. Son fondateur, Fabio Ferrari, estime que face aux défis climatiques qui pèsent sur la biodiversité, il faut donner une valeur aux actions qui régénèrent et préservent cette dernière, puis créer un flux financier Nord-Sud associé. Entretien.



création et sur 40 ans au moins. Ils participent ainsi au développement économique local tout en reconstituant un écosystème naturel riche en biodiversité.

Comment les pays africains doivent-ils agir pour intégrer la composante « verte » dans les grands projets, notamment liés aux infrastructures ?

De nombreux pays africains ont un fort potentiel de revenus « verts » sur un type de projets d'infrastructure bien particulier : la reforestation. Sur ces projets en effet, le mode de financement peut être comparable à celui mis en place pour la construction d'autoroutes ou d'aéroports par exemple : des investisseurs privés internationaux prennent le risque d'investissement lors de la phase de construction. Ils se rémunèrent ensuite en partie via la vente de crédits carbone sur le marché volontaire, lorsque la forêt commence à en générer (ce qui équivaut au péage sur une autoroute). Les avantages pour le pays hôte sont nombreux : non seulement il n'a pas à s'endetter auprès des bailleurs internationaux – ce qu'il doit souvent faire pour les grands projets d'infrastructures – mais en plus il fait financer du développement économique local et la reconstitution de ses forêts par des fonds privés étrangers.

Les populations africaines aspirent à connaître le même développement qu'ont connu les autres régions du monde. Est-il possible de construire un modèle de développement durable pour les pays africains qui aurait un impact moindre sur le réchauffement climatique ?

Heureusement la réponse est oui – comme déjà évoqué sur la question de l'urbanisation. Le sujet est avant tout celui du « comment », et plus précisément « comment créer un flux de financement Nord-Sud qui permettent effectivement d'aider les pays d'Afrique – et d'autres continents – de mieux lutter contre le réchauffement climatique et la perte de biodiversité ? ». La première option consiste à compter uniquement sur les grandes initiatives internationales de type Fonds Vert pour le Climat ou Mécanisme de Développement Propre. La seconde consiste à mettre en place un cadre qui rassure les investisseurs privés internationaux et

débloquent leur financement. Sur les projets de reforestation – le domaine d'aDryada – cela suppose notamment l'existence d'un modèle de concession de long terme (au moins 40 ans) pour la création de forêts de type « puits de carbone », la possibilité donnée de générer des crédits carbone en euros ou en dollars et des conditions de partage des bénéfices sur les revenus carbone qui permettent la rentabilité du projet.

La déclaration de Nairobi, adoptée le 4 septembre 2023, rappelle que l'Afrique dispose d'environ 40% des ressources mondiales en énergies renouvelables, mais que seulement 2% des 3 000 milliards de dollars d'investissements dans les énergies renouvelables au cours de la dernière décennie, sont allés à l'Afrique. Comment expliquer ce fossé ?

Très simplement ! Par l'aver-sion au risque. Les investisseurs internationaux ont en effet le choix entre une multitude de projets dans le monde et cherchent naturellement ceux qui ont le plus fort potentiel et sont les moins risqués, au niveau politique, économique et social. Certains pays d'Afrique ne sont pas très bien placés sur ce critère. Pour les projets de reforestation à grande échelle comme ceux que nous menons, le plus important il me semble est d'en tirer les leçons : pour les développer et contribuer ainsi à la croissance économique locale, nous avons besoin d'un cadre réglementaire clair sur les types de concessions et les crédits carbone volontaires notamment. Après, nous limitons les risques d'exécution du projet – majeurs pour investisseurs – en nous associant avec un ou des entreprises partenaires locales dont nous évaluons la solidité et la capacité de croissance. Nous impliquons également les populations directement impactées par le projet tout au long de la vie de ce dernier, en créant de l'activité et en participant à la création des infrastructures dont elles ont besoin (écoles, hôpitaux etc.). Non parce que nous serions une ONG, mais simplement pour nous assurer que ces populations porteront elles-aussi le projet. C'est ce qu'on appelle « diminuer le risque social » dans un langage investisseur...

Financial Afrik

Egypte

Des sociétés industrielles chinoises investiront 2,75 milliards \$ dans la zone économique du canal de Suez



Les accords ont été signés lors du forum des Nouvelles routes de la soie, qui s'est tenu les 17 et 18 octobre derniers à Pékin en présence de représentants de 130 pays. L'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone) a annoncé, dans un communiqué publié jeudi 19 octobre, la signature de quatre accords avec des sociétés chinoises pour l'implantation de projets industriels d'une valeur globale de plus de 2,75 milliards de dollars en Egypte. Le premier accord a été signé avec la société China AfricaTeda

Investment. Il prévoit l'extension du parc industriel qui a été aménagé par cette société chinoise à AïnSokhna (116 km au sud-est du Caire) pour un investissement de plus de 2 milliards de dollars. Le projet porte sur l'aménagement de 3 km² supplémentaires pour étendre la superficie globale du parc industriel à 10,3 km². Signé avec le groupe sidérurgique chinois Xinxing Ductile Iron Pipes, le deuxième accord porte sur l'implantation d'une usine de tuyaux en fonte ductile pour un investissement de 140 millions de dollars. L'usine, qui sera installée sur une superficie de 250 000 m², devrait produire 250 000 tonnes de tuyaux par an. Le troisième accord a été conclu avec le groupe China Glass. Il prévoit la construction d'une usine de production de verre flotté et de verre laminé pour un investissement de 500 millions de dollars. Le quatrième accord concerne la construction d'une usine de brome par le groupe Shandong Tianyi Holding Group pour un investissement estimé à 110 millions de dollars. La production de ce site industriel, qui sera installé sur une superficie de 270 000 m², est exclusivement destinée à l'export. Ces accords ont été signés lors du forum des Nouvelles routes de la soie, qui s'est tenu les 17 et 18 octobre à Pékin en présence de représentants de 130 pays.

Burkina Faso

Le gouvernement modifie les modalités d'identification des abonnés aux services télécoms

Le précédent décret sur les modalités d'identification des abonnés aux services de communications électroniques au Burkina Faso a été adopté en décembre 2018. Le gouvernement estime que sa mise en œuvre n'a pas abouti aux résultats escomptés. Le gouvernement burkinabè a décidé de modifier les modalités d'identification des abonnés aux services de communications électroniques au Burkina Faso. La mesure a été adoptée en Conseil des ministres, le mercredi 18 octobre à Ouagadougou. Elle vise notamment à lutter contre l'insécurité dans le pays. La nouvelle mesure limite les pièces et documents d'identification lors de la souscription de services de communications électroniques, réduit de cinq à deux le nombre de cartes SIM par abonné et par opérateur et oblige les opérateurs à assurer la vente de cartes SIM dans leurs agences ou dans des points de vente agréés... Le gouvernement donne trois mois aux opérateurs et à leurs clients pour se conformer à ces directives. A travers cette initiative, le gouvernement burkinabè veut renforcer le cadre réglementaire concernant l'identification des abonnés et fournisseurs de services de communications électroniques dans un contexte marqué notamment par la crise sécuritaire et la recrudescence des cas de « détournement des services de communications électroniques ». Un premier décret avait déjà été adopté en décembre 2018, mais sa mise en œuvre n'a pas abouti aux résultats escomptés. « L'adoption de ce décret permettra un meilleur encadrement de l'accès aux cartes SIM, une fiabilité des données des usagers des services de communications électroniques en vue de lutter efficacement contre leur utilisation à des fins illicites », peut-on lire dans le compte rendu du Conseil des ministres. Pour rappel, le Burkina Faso compte 25,5 millions de cartes SIM actives selon l'observatoire du marché national de la téléphonie mobile publié par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) pour le compte du deuxième semestre 2022.



Riz

L'Inde autorise la vente de riz blanc non basmati vers le Cameroun, la Guinée, la Côte d'Ivoire et les Seychelles

L'Inde est le principal acteur du commerce mondial du riz avec 40 % des exportations totales. Si les dernières mesures de restriction imposées ont bousculé globalement ce marché céréalier étroit, les importateurs dépendant du pays négociant pour s'assurer une fourniture continue dans le grain. L'Inde exportera du riz blanc non basmati vers 7 pays à travers le monde à savoir la Guinée, la Côte d'Ivoire, les Seychelles, le Cameroun, les Philippines, le Népal et la Malaisie. C'est ce qu'a indiqué un décret du gouvernement publié le 18 octobre. D'après les détails relayés par Reuters, le pays asiatique devrait expédier au total plus d'un million de tonnes de cette catégorie de la céréale vers ces 7 pays, dont 295 000 tonnes vers les Philippines uniquement. Cette démarche reste exceptionnelle dans un contexte global d'interdiction des ventes à l'étranger de riz blanc non basmati depuis le 20 juillet dernier afin d'assurer un approvisionnement confortable sur le marché intérieur et limiter la hausse des prix. Si selon plusieurs sources proches du dossier, de nouvelles demandes pour importer du riz indien pourraient ne pas être prises en considération en raison de l'attente des résultats de la nouvelle saison, les autorités ont cependant indiqué que des requêtes futures adressées par les nations vulnérables seraient « examinées au cas par cas ». Plus globalement, tous les pays africains qui bénéficieront de la mesure indienne à l'exception des Seychelles font partie du top 10 des principaux importateurs de riz indien sur le continent. D'après les données de la plateforme TradeMap, la Guinée a importé près de 800 000 tonnes de riz indien en 2022 pour 284 millions \$. Pendant ce temps, le Cameroun a dépensé 175 millions \$ dans l'achat de 529 000 tonnes alors que la Côte d'Ivoire a injecté 417 millions \$ pour l'acquisition d'environ 1,2 million de tonnes de la céréale. Il faut noter que déjà en mars dernier, le gouvernement indien avait accordé le feu vert à plusieurs entreprises pour l'expédition de 100 000 tonnes de riz brisé vers la Gambie et 250 000 tonnes de cette même classe de riz vers le Sénégal.

Ecofin du 22 Octobre 2023



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 20 octobre 2023

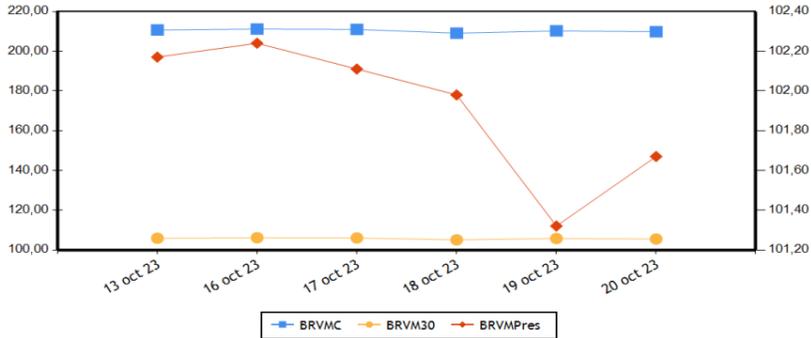
N° 200

BRVM COMPOSITE	209,79
Variation Jour	-0,19 %
Variation annuelle	3,23 %

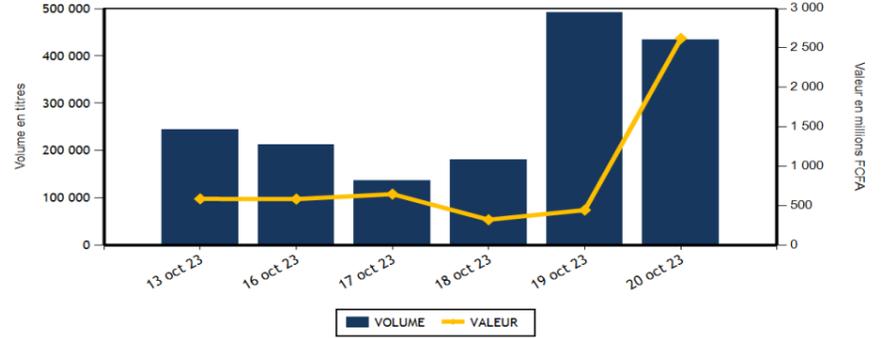
BRVM 30	105,48
Variation Jour	-0,23 %
Variation annuelle	5,48 %

BRVM PRESTIGE	101,67
Variation Jour	0,35 %
Variation annuelle	1,67 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 804 674 545 478	-0,19 %
Volume échangé (Actions & Droits)	223 564	-54,49 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	901 390 760	105,69 %
Nombre de titres transigés	40	-4,76 %
Nombre de titres en hausse	9	-47,06 %
Nombre de titres en baisse	15	-6,25 %
Nombre de titres inchangés	16	77,78 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 146 087 883 058	-0,17 %
Volume échangé	210 932	28 175,07 %
Valeur transigée (FCFA)	1 720 386 632	23 826,41 %
Nombre de titres transigés	13	116,67 %
Nombre de titres en hausse	5	400,00 %
Nombre de titres en baisse	2	100,00 %
Nombre de titres inchangés	6	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	800	7,38 %	-9,09 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	635	6,72 %	-5,93 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	16 490	3,00 %	42,09 %
SMB CI (SMBC)	10 450	2,75 %	53,68 %
SODE CI (SDCC)	4 900	2,30 %	-10,34 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 115	-5,46 %	27,14 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 200	-4,25 %	19,23 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	6 750	-3,36 %	82,43 %
NESTLE CI (NTLC)	8 150	-2,10 %	-1,15 %
UNIWAX CI (UNXC)	700	-2,10 %	-9,09 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,67	0,35 %	1,67 %	170 931	753 667 725	6,42
BRVM-PRINCIPAL	36	102,96	-0,32 %	2,96 %	52 633	147 723 035	13,28

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,96	-0,05 %	-1,21 %	24 868	132 793 615	31,30
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	505,93	-0,37 %	3,42 %	47 281	636 405 080	8,71
BRVM - FINANCES	15	84,54	0,00 %	11,96 %	136 493	111 051 140	6,54
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	0,00 %	6,64 %	32	48 280	8,08
BRVM - AGRICULTURE	5	179,47	-0,60 %	-36,71 %	8 345	10 912 920	10,01
BRVM - DISTRIBUTION	7	350,46	0,13 %	-2,25 %	6 545	10 179 725	12,39
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 332,59	0,00 %	13,68 %	0	0	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,20
Taux de rendement moyen du marché	8,22
Taux de rentabilité moyen du marché	9,16
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	128
Volume moyen annuel par séance	483 119,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 084 069 149,87

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	5,91
Ratio moyen de satisfaction	52,51
Ratio moyen de tendance	887,79
Ratio moyen de couverture	11,26
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,90
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'état

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@sgi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgjifs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	9EME
19	KINDONOU	21380115	10EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	11EME
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	12EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	13EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Octobre 2023
Mercredi 04 Octobre 2023
Dimanche 08 Octobre 2023
Jeudi 12 Octobre 2023
Lundi 16 Octobre 2023
Vendredi 20 Octobre 2023
Mardi 24 Octobre 2023
Samedi 28 Octobre 2023
Mardi 31 Octobre 2023

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 17/10/ 2023

Cours des matières Premières du Mardi 17 Octobre 2023

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	680
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	700
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » du Mardi 17 Octobre 2023

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
		Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi	
		Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
Agoué		Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Dongu	Ikèmon	Ikèmon	mercredi
		Bénin	Bénin	jeudi
		Tokotoko	Tokotoko	lundi
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche	
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi	
	Kalalé	Kalalé	jeudi	
	Tchaourou	Tchaourou	lundi	
	Tchikandou	Tchikandou	mardi	
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi	
	Sokka	Sokka	mercredi	
	Parakou	Azeke	samedi	
	N'Dali	N'Dali	samedi	
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi	
	Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
Ouessè		Ouessè	jeudi	
Gobada		Gobada	lundi	
Savè		Savè	lundi	
Tchetti		Tchetti	lundi	
Glazoué		Glazoué	mercredi	
Lahotan		Lahotan	mercredi	

Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2023:

1.Libye : 19,01 FCFA	14.Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26.Namibie : 754,54 FCFA	37.Guinée : 855,50 FCFA
2.Angola : 195,35 FCFA	15.Benin : 650 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	38.Mali : 881,72 FCFA
3.Algérie : 205,19 FCFA	16.Ethiopie : 654,24 FCFA	28.Afrique du sud : 761,38 FCFA	39.Sénégal : 890,90 FCFA
4.Egypte : 267,47 FCFA	17.Soudan : 659,49 FCFA	29.Côte d'ivoire : 875 FCFA	40.Kenya : 892,21 FCFA
5.Nigeria : 278,61 FCFA	18.Mauritanie : 681,77 FCFA	30.Ghana : 780,11 FCFA	41.Djibouti : 898,11 FCFA
6.Tunisie : 499,59 FCFA	19.Sierra Leone : 685,71 FCFA	31.Lesotho : 780,11	42.Zambie : 899,53 FCFA
7.Tchad : 518,54 FCFA	20.Togo : 700,79 FCFA	32.Madagascar : 812,23 FCFA	43.Rwanda : 909,25 FCFA
8.Niger : 557,22 FCFA	21.Botswana : 705,37 FCFA	33.Cap-vert : 826,65 FCFA	44.Burundi : 963,66 FCFA
9.Gambie : 590 FCFA	22.Tanzanie : 744,71 FCFA	34.Mozambique : 837,14 FCFA	45.Seychelles : 994,47 FCFA
10.Gabon : 605 FCFA	23.Libéria : 734,87 FCFA	35.Maroc : 844,35 FCFA	46.Ouganda : 1022,01 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24.Comores : 750 FCFA	36.RDC : 853,53 FCFA	47.Maurice : 1035,12 FCFA
11.Congo : 625 FCFA	25.Burkina Faso : 750 FCFA		48.Malawi : 1048,23 FCFA
12.Cameroun : 630 FCFA			49.Érythrée : 1311,10 FCFA
13.Somalie : 635,89 FCFA			50.République centrafricaine : 1.500 FCFA

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance

Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le **Scorpion** présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire

Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne

La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau

La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Poissons

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Rédacteur en chef

Falco Vignon

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO
(66656265)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU

Franck Vial, correspondant
France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)

Rigel BATCHO
(69190880)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)



SALON AFRIQUE UNIE

6^{ème} édition
6TH EDITION

**09 AU 11
NOVEMBRE**
FROM NOVEMBER 09TH TO 11TH
2023

COTONOU/BENIN
PALAIS DES CONGRÈS

ÉCONOMIES CRÉATIVES ET TECHNOLOGIES IMMERSIVES: QUELS ENJEUX POUR L'AFRIQUE?

CREATIVE ECONOMIES AND IMMERSIVE TECHNOLOGIES:
WHICH CHALLENGES FOR AFRICA?

CONFERENCES/MASTERCLASSES/WORKSHOPS/ JOB DATING/STANDS/PITCH

CONTACTS : +33 6 47 43 31 82 / +229 46 21 41 21
CONTACT@SALONAFRIQUEUNIE.COM
WWW.SALONAFRIQUEUNIE.COM

SPONSORS OFFICIELS / OFFICIAL SPONSORS



Promotion du secteur privé communautaire

Le Forum des Hommes d'affaires de l'Uemoa à Dakar, du 16 au 18 novembre

En prélude à la 1^{ère} édition du Forum des Hommes d'affaires de l'Uemoa prévue pour se tenir du 16 au 18 novembre prochain à Dakar, la Commission de l'Uemoa a organisé, jeudi 19 octobre 2023, une réunion virtuelle avec les acteurs du secteur privé communautaire. Objectif : les informer et les mobiliser autour dudit événement.

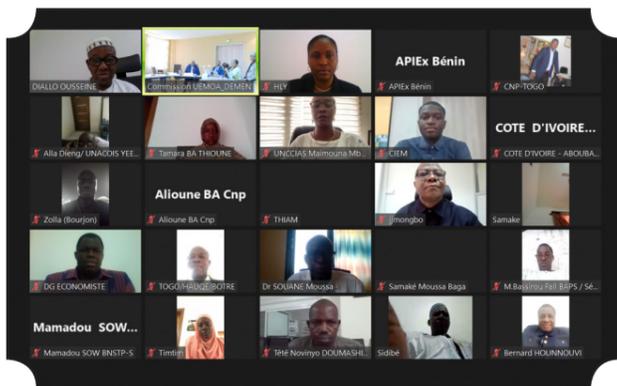
● S.T.

Initié dans le dessein de renforcer la compétitivité et la performance du secteur privé communautaire pour en faire un moteur de croissance et d'intégration économique durable, le Forum des Hommes d'affaires de l'Uemoa occupe et la Commission de l'Uemoa et la Chambre Consulaire Régionale (CCR-Uemoa). Pour la réussite de cet événement qui est à sa première édition, l'institution sous régionale a, sous la présidence du Commissaire Paul Koffi Koffi, chargé du Département du Développement de l'Entreprise, des Mines, de l'Energie et de l'Economie Numérique, tenu une séance d'échanges avec les élus consulaires de l'Union. Se tenant à moins d'un mois du Forum de Dakar, en présence du Président de la Chambre Consulaire Régionale de l'Uemoa (CCR-UEMOA), Daouda Coulibaly, cette rencontre virtuelle a pour objectif d'informer et de mobiliser



tous les acteurs du secteur privé de l'Union autour de la première édition de cette plateforme qui regroupe les acteurs du privé communautaire. Dans son adresse à l'occasion, le Commissaire Koffi n'a pas manqué de souligner la mutation actuelle du marché régional avec la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), « une grande opportunité » pour le secteur privé. Il a, par ailleurs, rappelé l'importance pour les institutions communautaires de fédérer le secteur privé autour d'un idéal commun. « C'est, va-t-il dire, l'enjeu principal de ce forum des hommes

d'affaires qui offre une plateforme unique pour le partage d'idées, la création de partenariats et le renforcement de la coopération régionale ». A l'en croire, une des retombées phares de ce forum sera la valorisation des champions régionaux grâce à l'attribution du « Prix UEMOA de la Qualité (PUQ) ». Saisissant l'occasion, le Commissaire Koffi a invité « les acteurs du secteur privé communautaire à s'inscrire en ligne au forum, à partager leurs idées, à établir des partenariats fructueux, et à contribuer à bâtir un avenir économique plus prospère pour l'UEMOA ». Du reste, il est à noter que ce Forum servira de cadre approprié pour offrir des opportunités de coopération et de partenariat, échanger sur le cadre juridique et institutionnel, formuler des propositions concrètes pour améliorer l'accès aux marchés et promouvoir la culture qualité. La rencontre s'articulera autour d'une conférence inaugurale, des ateliers thématiques, des rencontres B to B, des expositions et de la réunion du jury du PUQ.



Session ordinaire du conseil communal de COBLY

Les conseillers communaux valident les points inscrits à l'ordre du jour

La quatrième session ordinaire du Conseil Communal de Coby s'est tenue du 11 au 13 octobre 2023 à la salle de conférence de l'Hôtel de ville de Coby. C'est l'occasion pour les conseillers de discuter de plusieurs sujets essentiels pour le développement de la commune. Cinq points sont inscrits à l'ordre de la session. Il s'agit de : présentation, amendement et validation du compte rendu de la 3^{ème} session ordinaire de conseil communal ; Examen et validation du rapport d'activités du conseil de supervision au titre du 3^{ème} trimestre ; Examen et validation du PAI gestion 2024 ; Examen et validation des rapports des commissions permanentes au titre du 3^{ème} trimestre 2023 ; Examen et validation du budget primitif 2024 de la commune ; Examen et validation des données PONADEC au titre du 3^{ème} trimestre 2023. Les conseillers ont examiné en détail le compte rendu de la dernière session. Cette rétrospective a permis de se rafraîchir la mémoire sur les décisions précédentes et d'iden-

tifier des opportunités d'amélioration pour l'avenir. Un des points clés de l'ordre du jour était l'examen du budget de la commune pour l'année 2024. L'allocation des ressources est cruciale pour répondre aux besoins en constante évolution de la communauté. Ce budget guidera les investissements et les projets à venir. Le rapport d'activités du Conseil de Supervision au titre du 3^{ème} trimestre a également été soumis à l'évaluation du Conseil communal. Le suivi des activités communales est vital pour garantir l'efficacité de l'utilisation des ressources. Un autre sujet d'importance était le Plan Annuel d'Investissement (PAI) pour 2024. Ce document a été approuvé, définissant les priorités de développement pour l'année à venir, affectant directement la vie des citoyens. Les rapports des commissions permanentes ont été ensuite analysés en détail. Ces commissions jouent un rôle essentiel dans l'examen des questions communales spécifiques, fournissant des recommandations

informées pour des décisions éclairées. Les données PONADEC du 3^{ème} trimestre 2023 ont été examinées pour fournir un aperçu des développements récents dans la commune. Ces données étaient essentielles pour une planification basée sur des faits concrets. La séance s'est conclue par une session "Divers" qui a permis aux conseillers d'évoquer des questions et des préoccupations non couvertes par les points précédents. Il faut noter que cette quatrième session du Conseil communal de Coby a été l'occasion de définir une trajectoire pour l'avenir de la commune. La participation citoyenne a été encouragée, reflétant l'engagement de la communauté envers son propre développement. Le processus démocratique local est en action, démontrant comment, ensemble, un avenir prometteur peut être façonné pour Coby.

Emanuel AKAKPO (Br Atacora-Donga)

Fermeture des frontières Bénin-Niger

Plusieurs produits commerciaux déversés sur les marchés béninois

Trois mois de blocage des frontières entre le Bénin et le Niger, les effets des sanctions de la Cedeao sont toujours visibles à Malanville, ville frontalière où demeurent immobilisés plus d'un millier de camions gros porteurs chargés de produits divers.

Pendant ce temps le flux des commandes de produits importés par des commerçants nigériens ne cessent de croître. Afin de contourner le blocus frontalier, ces importateurs étrangers ont trouvé une issue de sortie. A défaut de pouvoir atteindre des points de vente sur leur territoire, plusieurs commerçants déversent leurs commandes sur les grands marchés du Bénin et du Togo. Il s'agit notamment des marchés de Dantokpa à Cotonou et Lomé au Togo. Une autre quantité répartie en colis en vrac est remontée via des bus de transports en direction de Malanville où ils atterrissent sur le territoire nigérien à l'aide des embarcations de fortune. Ce nouveau trafic permet à leurs initiateurs d'éviter le paiement de factures cumulées du frais entreposage de conteneurs et d'autres taxes douanières au port autonome de Cotonou. D'autres opérateurs économiques nigériens, face à cette situation de blocage frontalier lorgnent du



côté du port de Lomé pour y réorienter leurs commandes, mais cette initiative paraît très onéreuse du fait de la longueur du trajet Lomé-Niamey via Ouagadougou. Par conséquent, non rentable. Alors que les échanges commerciaux entre le Bénin et le Niger sont mis en hibernation, tel n'est pas le cas du côté nigérien. Avec son voisin du pays du naïra, le Nigeria, les échanges commerciaux se poursuivent sur les différents marchés de Zinder, Maradi, et Koni (Niger) et ceux de Sokoto et Kano (Nigeria).

Dans ces régions, pas d'obstacles fluviaux, motos, charrettes attelées et engins à tricycles facilitent l'accès aux différents marchés où sont écoulés des produits de première nécessité ou de grande consommation. Un trafic qui permet un tant soit peu de soulager les peines des populations nigériennes qui souffrent le martyr depuis plusieurs mois, en attendant les décisions pour la levée des sanctions de la Cedeao. Pour combien de temps encore?

Ibrahim Yarou Djibril (Coll. Parakou)

Quatrième édition du Cross de la rentrée à Djougou

L'Office Béninois des Sports Scolaires et Universitaires promeut les talents cachés

La ville de Djougou a abrité ce samedi 21 Octobre 2023, la quatrième édition du CROSS de la Rentrée. C'est une initiative du Ministère des Sports à travers l'Office Béninois des Sports Scolaires et Universitaires (OBSSU). Pour cette édition, plus de 2 mille élèves venus des collèges et lycées du pays ont participé à l'activité sportive. 5 kilomètres de course pour les U15 filles et garçons puis 7 kilomètres pour les U17 filles et garçons. À l'arrivée, les 10 meilleurs chez les garçons et chez les filles par catégorie ont reçu des médailles, des enveloppes financières allant de 20.000 f à 75.000 f et des trophées pour les premiers des différentes catégories d'âge. Le premier Adjoint Djibril AMADOU a remercié le ministère des Sports pour le choix porté sur la commune de Djougou pour accueillir l'événement. Il a rassuré que sa commune fera encore mieux en termes d'organisation les années à venir. « Je

souhaiterais que les meilleurs petits athlètes ainsi détectés à Djougou soient bien suivis par l'OBSSU pour leurs permettre d'éclorer leurs talents au haut niveau », a plaidé Djibril AMADOU avant de réitérer le soutien de tout le conseil communal aux initiatives du genre. Le Directeur Départemental des Sports de la Donga, Ibrahim KPETONI KODA et le Secrétaire Général de la Préfecture de Djougou Issaka MOUSSA YAYA, Représentant le Préfet de la Donga ont chacun apprécié le bon déroulement de l'activité à Djougou, chef-wlieu du département de la Donga. Le Directeur Général Adjoint de l'Office Béninois des Sports Scolaires et Universitaires, au nom de son Directeur Général et du Ministre des Sports, a applaudi la ville de Djougou pour la parfaite organisation de l'activité. Selon Judicaël AYADOKOUN sur les quatre édi-

tions organisées dans différentes communes du pays, Djougou a battu le record en termes de mobilisation des participants. « Cela témoigne de ce que Djougou est vraiment une commune de Sport », a-t-il poursuivi avant de promettre des innovations dans l'organisation de cette activité sportive des jeunes élèves et lycéens. « À partir de l'année prochaine, il y aura cette compétition de CROSS de la Rentrée dans chaque département pour détecter les meilleurs qui participeront à une phase nationale. Les plus méritants représenteront le Bénin à l'international », a conclu le DGA de l'OBSSU. Notons que les 10 meilleurs chez les garçons et chez les filles par catégorie ont reçu des médailles, des trophées et enveloppes financières pour les trois premiers des U15 et U17.

Emmanuel AKAKPO (Br Atacora-Donga)

Merci d'être PLUS DE

1500 000

chez vous



#Rejoinslafamille

- Sim à 200 Fcfa
- Portabilité

1an
chez vous!

